

Gustav recrute les jeunes talents

Académie » Gustav lance un appel à candidatures. Les jeunes musiciens désireux de participer au programme de coaching musical élaboré par l'artiste fribourgeois peuvent s'inscrire dès maintenant sur gustavmanufactur.ch, jusqu'au 20 octobre. Des auditions suivront les 29 et 30 octobre, au Nouveau Monde, à Fribourg. Pour y prendre part, il faut avoir entre 16 et

26 ans et être domicilié dans le canton. «Tous les styles de musique et tous les instruments sont les bienvenus», annonce le chanteur.

Start-up créée par Gustav et soutenue par Fri Up, la Gustav Académie entamera sa première rentrée en janvier 2018. Elle permettra aux vingt apprentis musiciens sélectionnés d'enregistrer un single et un album, et de

se produire lors d'un festival et à Fri-Son. Le but du projet: travailler ensemble au-delà des barrières linguistiques et culturelles. Gustav promet qu'ils pourront «développer des compétences artistiques à un niveau professionnel». La formation ne requiert pas de s'y consacrer à plein temps mais prend la forme d'ateliers de 90 minutes tous les quinze jours. » CP

Le géant jaune dans le viseur

Fribourg » Syndicom et l'Union syndicale fribourgeoise (USF) se sont rassemblés hier devant Fri-Son pour protester contre la fermeture d'offices de poste et le dumping social consécutif. La manifestation avait lieu dans le cadre de l'assemblée des employés de La Poste, qui accueillait sa directrice générale Susanne Ruoff.

«Nous lui avons demandé de nous accorder dix minutes pour discuter des enjeux qui nous tiennent à cœur», confie

François Ducrest, secrétaire de Syndicom et président de l'USF. Pour lui, La Poste «décide unilatéralement des fermetures d'offices», sans considération pour les communes. «De plus, lorsque ces offices ferment, on paie dans des agences postales des personnes non formées par La Poste.»

François Ducrest aimerait réunir les comités citoyens et les partis politiques pour créer, comme à Neuchâtel, un collectif Touche pas à ma poste Fribourg. » CP

A 33 ans, Amir Dziri devient le nouveau codirecteur du Centre islam et société de l'Université de Fribourg

«La religion est instrumentalisée»

« PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLAS MARADAN

Interview » Avec son regard solaire qui s'illumine quand il parle de son travail, il ressemble davantage au héros d'un film hollywoodien qu'à un professeur d'université. Ou à la limite à un acteur incarnant à l'écran un professeur d'université à l'aube de mille aventures, façon Indiana Jones. Pourtant, le chercheur allemand Amir Dziri, 33 ans seulement, est depuis ce matin le nouveau professeur du Centre suisse islam et société (CSIS) de l'Université de Fribourg, institut qu'il codirigera aux côtés de Hansjörg Schmid, en poste depuis début 2015. Interview.

Vers quoi se dirigeront votre enseignement et vos recherches à Fribourg?

Amir Dziri: Mon approche est de thématiser des sujets contemporains et de les mettre en lien avec des éléments historiques. Récemment, je me suis beaucoup intéressé à la question de la violence religieuse, par exemple. J'ai cherché à comprendre s'il y a un lien entre la religion, notamment l'islam, et les violences auxquelles nous assistons aujourd'hui en Europe. C'est une question très sensible, mais en même temps très importante.

«Ce n'est pas parce qu'une personne est pieuse qu'elle est violente» Amir Dziri

En novembre dernier, la leçon probatoire que vous avez donnée ici à Fribourg en vue de décrocher le poste que vous occupez aujourd'hui s'intitulait «D'où vient la violence? Les potentiels de polarisation dans la théologie islamique». Ces potentiels de polarisation, quels sont-ils?

Des études ont montré que beaucoup de conflits actuels sont d'origine politique, sociale ou économique, mais que les motivations invoquées sont religieuses. Souvent, la religion est instrumentalisée, car elle a une force de persuasion très forte pour soulever les masses. C'est l'un des grands problèmes de l'islam contemporain. Il est par exemple intéressant de constater que ce n'est pas parce qu'une personne est pieuse qu'elle est violente. Toutefois, il y a là un potentiel de polarisation qu'il faut contenir. Mais aussi un potentiel de réconciliation.

Par exemple?

Des vers très connus disent que tuer une personne, c'est comme tuer l'humanité tout entière. Et aider une personne, c'est comme aider l'humanité tout entière. Il y a donc des sources religieuses qui vont dans ce sens. Mais il faut les faire connaître, autant auprès des musulmans que des non-musulmans.



Amir Dziri a officiellement pris ses fonctions ce matin. Charly Rappo

BIO EXPRESS

1984
Naissance en Tunisie

2004-2010
Etude l'histoire et la culture du Moyen-Orient à l'Université rhénane Frédéric-Guillaume de Bonn (Allemagne)

2011-2012
Assistant au sein de la chaire de sciences islamiques de l'Université d'Erfurt, près de Leipzig

2011-2017
Doctorat au centre de théologie islamique à l'Université de Münster, toujours en Allemagne

2017
Deviendra codirecteur du Centre suisse islam et société (CSIS) de l'Université de Fribourg

Dans un article, vous avez écrit que l'Allemagne se trompe en pensant que les racines de l'extrémisme islamiste se trouvent hors de ses frontières. Appliquez-vous le même constat à la Suisse?

Les problèmes sont des problèmes communs et il faut un effort commun pour les résoudre. Il n'y a pas une frange de la population à la source de tous les maux alors que les autres habitants sont tous des anges. Généralement, si les mesures d'intégration sociale diminuent, les risques de radicalisation augmentent. En Suisse, je constate que l'intégration est bonne. La population suisse a donc relativement peu de raisons d'être une cible pour la radicalisation. Mais il n'y a aucune garantie.

L'islam radical est prosélyte. Comment la recherche académique peut-elle s'opposer à cette propagande et à la diffusion d'une image fautive de la religion musulmane?

Il faut éduquer et éviter l'instrumentalisation d'une rhétorique religieuse pour légitimer des actes de violence. Il est très important de dire à ces gens qu'ils n'ont pas le droit de parler au nom de notre religion. Surtout, il faut faire comprendre qu'une identité musulmane n'est pas contradictoire avec une identité européenne.

Comment?

Il est essentiel que notre institut adopte une approche multidisciplinaire et interculturelle. C'est l'un des grands avantages ici, à Fribourg. Nous avons des spécialistes des études sociales, des spécialistes des études politiques, de la psychologie, de la théologie. Car les questions auxquelles nous sommes confrontés ne peuvent pas être résolues par le biais d'une seule approche. D'ailleurs, la culture orientale a quelque chose à apprendre du modèle suisse. Car la population suisse a parfois des intérêts divergents, par exemple entre les différents groupes linguistiques. Et pourtant, elle a trouvé une manière de collaborer en faveur d'un intérêt commun. La Suisse a beaucoup d'expérience dans la manière de gérer des intérêts contradictoires.

L'accouchement du CSIS a été politiquement laborieux. Son ouverture a notamment été combattue par une initiative de l'UDC, finalement invalidée. Le centre va-t-il s'ouvrir davantage afin que la population fribourgeoise puisse savoir et comprendre ce qui s'y passe?

Le but est que la population suisse et les gens ici, à Fribourg, sachent que nous sommes avant tout à leur service. En France, par exemple, les thématiques religieuses ont été écartées des études universitaires. Des réseaux privés ont alors pris le relais, mais sans aucun lien avec la société française. C'est un exemple à ne pas suivre. Notre institut a un rôle intégratif. A ce titre, le CSIS est l'une des meilleures expériences menées en Europe. »